

A photograph of Pouria Amirshahi, a man with a beard and glasses, wearing a dark suit jacket over a white shirt. He is smiling and looking towards another man whose back is to the camera. The background is slightly blurred, showing other people in a public setting.

Pouria
AMIRSHAHI

**POURIA
AMIRSHAHI**

**Votre député
5ème circonscription de Paris**

**1 AN À VOS
CÔTÉS
CONTINUONS
ENSEMBLE**



L'Edito.

Désavoué il y a un an, Emmanuel Macron a pourtant choisi de confisquer le pouvoir, avec le soutien parfois explicite, des députés du RN, s'entêtant dans une politique injuste : socialement, fiscalement et économiquement.

J'ai tâché de vous représenter au mieux, d'empêcher les dérives les plus inquiétantes (Loi Duplomb, frénésie du tout-carcéral, retour du tout-béton), **mais aussi pour faire avancer nos droits** (interdiction partielle des polluants éternels, loi contre le démarchage téléphonique, remboursements des fauteuils roulants par la Sécurité sociale).

Il y a heureusement de bonnes raisons de penser un autre chemin que celui que nous proposons chaque jour M. Retailleau, Bardella et Attal, unis pour le pire. Ces raisons sont d'abord dans la société, où naissent chaque jour des solidarités, des créations, des inventions. Elles sont la sève de la France de demain, celle qui ne renonce pas à sa modernité. **Elles sont surtout dans la circonscription, où je vous reçois chaque vendredi en permanence. Je vous rencontre vous et vos formidables associations, créateurs, entreprises innovantes et services publics le reste de la semaine sur le terrain.**

Chaque rencontre me renforce dans cette idée que la politique n'a de sens qu'avec un engagement de proximité. **Je continue donc, pour vous à l'Assemblée nationale ; avec vous dans les 3ème et 10ème arrondissements.**

Pouria Amirshahi

Sommaire.

INTERNATIONAL. Défendre le droit.	P.4
ÉCOLOGIE, SANTÉ ET BIEN VIVRE. Loi pesticides, polluants éternels et énergies renouvelables.	P.5
JUSTICE DES MINEURS. Protection judiciaire de la jeunesse, proposition de loi "Attal", saisine du Conseil constitutionnel.	P.6
PRISONS ET NARCOTRAFIC. Justice, moyens, réinsertion et libertés publiques.	P.7
L'ANNÉE EN CHIFFRES.	P.8
LA DIGUE : FÉDÉRER POUR RÉSISTER. 20 personnalités pour lutter contre l'extrême-droite.	P.9
ELLES ET ILS FONT LA CIRCONSCRIPTION. Portraits de terrain.	P.10
EN CIRCONSCRIPTION, AVEC VOUS. Écoles et fermetures de classe, monoactivité, interculturalité, associations.	P.12
PORTRAITS D'ENGAGÉ.ES.	P.14
RENCONTRONS-NOUS.	P.16

UN AN DE MANDAT.



INTERNATIONAL: DÉFENDRE LE DROIT.

Le Trumpisme souffle sur le monde comme le vent mauvais du désordre international. Chaque État-Nation est désormais encouragé à s'affranchir des règles du Droit International et même de l'ONU.

Loin de l'esprit de coopération, la prédation et l'extraction illimitée des ressources de la planète reviennent avec la loi du plus fort et son lot de ventes d'armes et de guerres.

C'est avec détermination également que je me suis engagé contre la folie génocidaire de Netanyahu à Gaza, mais aussi contre ses provocations à l'égard des intérêts de la France, violant chaque fois le Droit international.

Concernant l'Ukraine, Il ne faut pas que Poutine gagne la bataille de l'isolement de l'Ukraine et de l'indifférence des opinions.

Dans ce tourbillon international, qui voit des néofascistes imposer leur agenda meurtrier et prédateur, la France doit faire entendre une voix différente que celle de la résignation face aux nouveaux périls. Elle doit le faire d'autant plus que de nombreux pays européens, et même la Commission européenne et Mme Van Der Layen, se soumettent et payent un tribut aux États-Unis, au détriment de nos intérêts fondamentaux.

Ne renonçons jamais à l'esprit de coopération.

ÉCOLOGIE, SANTÉ, BIEN VIVRE.

Le gouvernement fait fi de toutes les alertes scientifiques, des recommandations des plus éminents experts, et même des organismes publics ! Quand on ignore, voire attaque, à ce point, les savoirs et les connaissances, alors c'est la démocratie même qui est menacée.

Pêle-mêle : réintroduction des pesticides toxiques, suppression des ZFE (Zones à Faibles Émissions) qui protègent nos poumons, autorisation de l'inutile autoroute A69, recul sur la règle ZAN (Zéro artificialisation nette) qui protège les sols, soutien à l'agriculture intensive...

Pour l'intérêt général, ce gouvernement est un désastre, alors que tout oblige à changer radicalement de modèle.

LOI DUPLOMB, LOI POISON.

L'année s'est même terminée sur l'adoption de la Loi « Duplomb » qui comprend trois volets :

1. La réintroduction de substances chimiques, interdites depuis 2018 en raison de leur impact dévastateur sur les pollinisateurs comme les abeilles, mais aussi sur la santé humaine (liquide placentaire des femmes enceintes, cerveau des enfants...);



2. La levée des contraintes à l'élevage intensif, pollueur et gaspilleur ;

3. La construction des mégabassines, réservoirs de stockage d'eau destinés à l'irrigation, mais pour les seuls gros agriculteurs et qui privent les milieux naturels d'eau, exacerbant les problèmes de sécheresse et de stress hydrique et menaçant les espaces naturels.

Déjà plus de 2 millions de personnes ont signé contre la Loi Duplomb, en exigeant qu'elle ne soit pas promulguée et le Conseil constitutionnel a censuré une partie de la Loi

POLLUANTS ÉTERNELS : UNE VICTOIRE CONTRE LES PFAS.

Les Écologistes ont entraîné derrière eux au moment de la proposition de loi de Nicolas Thierry d'interdiction (partielle) des polluants éternels (PFAS) tout le camp de la gauche.

LOI GRÉMILLET : ATTENTION, UN AUTRE DANGER ARRIVE !

Cette proposition de Loi, déjà adoptée par le Sénat arrive à l'Assemblée nationale. Elle tourne le dos aux énergies renouvelables et veut assouplir les règles d'urbanisme, même en zone naturelle protégée.

Je reste prêt à la rentrée, avec mes collègues, pour refuser cette loi et faire abroger les autres dangereuses pour le vivant, et défendre une écologie de terrain, protectrice de la santé et de la biodiversité.

LE POINT SUR.

JUSTICE DES MINEURS.

La baisse des moyens alloués à la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) a ouvert la voie à la funeste «Loi Attal» qui durcit les procédures et les peines – y compris de prison – à l'encontre des jeunes pris dans les spirales de la délinquance... et à l'encontre de leurs parents. Soutenue par le RN, elle tourne le dos aux principes de l'ordonnance de 1945 qui n'a jamais considéré l'enfant fautif comme un criminel définitif.

Le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature, les organisations professionnelles, les associations et personnalités qui s'engagent contre la maltraitance infantile ont même nourri mes travaux parlementaires. C'est contre leur avis expert qu'une majorité de députés a choisi de faire primer la punition sur l'éducation, la privation de ressources plutôt que l'accompagnement, le châtimement au lieu de la réinsertion.

Heureusement, le 20 juin 2025, suite à notre recours, le Conseil constitutionnel a finalement censuré l'essentiel des mesures de ce texte, comme : l'instauration de comparutions immédiates pour mineurs, le durcissement de la détention provisoire – c'est-à-dire la prison avant même la condamnation. L'aggravation des peines pour les parents d'enfants délinquants a en revanche été jugée non-anticonstitutionnelle ; il faudra demain abroger cette mesure qui sanctionne indistinctement tous les parents, y compris les familles (monoparentales notamment) les plus fragiles.

Cette séquence à l'Assemblée a montré la poussée des idées réactionnaires dans de nombreux partis. Mais elle a été aussi l'occasion d'une relation de confiance entre une société civile experte, autonome dans ses engagements, et des parlementaires soucieux de rester leurs alliés. Cette confiance bâtit la suite.





Nous avons sincèrement travaillé à améliorer la loi : création du Parquet national anti-criminalité organisée, statut sécurisé pour les repentis et les infiltrés, maintien de magistrats spécialisés pour la justice des mineurs, redistribution des biens saisis au bénéfice de l'intérêt général.

Oui, il faut frapper les réseaux criminels, leurs circuits financiers et leurs chefs ; mais non, on ne combat pas le narcotrafic en multipliant les coups d'éclat médiatiques, en enfermant les "petites mains", ou en piétinant nos libertés.

Mais il y avait une ligne rouge : l'État de droit. Or le texte franchissait cette limite en prévoyant : la garde à vue prolongée des « mules » - les plus vulnérables et exploitées par les réseaux de narcotrafic -, la création de "quartiers de lutte contre la criminalité organisée" en prison, la surveillance algorithmique de masse, ou encore le fameux « dossier coffre » permettant de condamner sans débat contradictoire.

Avec plus de soixante collègues, nous avons saisi le Conseil constitutionnel. Sa décision nous a donné raison : trois dispositions majeures ont été censurées, évitant des atteintes durables aux droits de la défense et à la vie privée de tous.

Lutter efficacement contre le crime organisé, tout en refusant la fuite en avant carcérale qui alimente la surpopulation et fragilise notre démocratie. C'est ce cap que je continuerai de défendre.

NARCOTRAFIC, PRISONS.

FOCUS SURPOPULATION CARCÉRALE

Notre système est à bout de souffle : plus de 84 000 détenus pour à peine 62 500 places : cellules étouffantes, des surveillants débordés, des tensions quotidiennes, des vies broyées. Au lieu de réfléchir à une régulation carcérale, le gouvernement choisit d'engorger les prisons, véritables écoles de la récidive.

L'ANNÉE EN CHIFFRES.

75

Interventions en commission et dans l'hémicycle

17

Interpellations du gouvernement

79

Propositions de Loi soutenues

5281

Dépôts d'amendements

84

Permanences parlementaires

COMMISSIONS ET PRÉSIDENCES :

- Membre de la Commission des Lois ;
- Membre de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ;
- Vice-président de la section française de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie ;
- Président du groupe d'amitié France-Bangladesh.



GROUPES D'ÉTUDES :

- Co-président du groupe d'études VIH et sida ;
- Secrétaire du groupe d'études « Prison et conditions carcérales » ;
- Membre des groupes d'études suivants :
 - Pauvreté, précarité, non-recours aux droits et sans-abri
 - Villes et banlieues
 - Racisme et discriminations raciales ou religieuses
 - Polices municipales
 - Antisémitisme
 - Conditions d'accueil des migrants et mineurs non accompagnés
 - Prostitution
 - Discriminations et LGBTQI-phobies
 - Francophonie
 - Spectacle vivant
 - Kurdes
 - Vie associative, éducation populaire et bénévolat



COMMISSIONS D'ENQUÊTES :

- Vice-président de la commission d'enquête sur les effets psychologiques de TikTok sur les mineurs ;
- Secrétaire de la commission d'enquête sur les violences commises dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, du spectacle vivant, de la mode et de la publicité.



LA DIGUE, FÉDÉRER POUR RÉSISTER.

En France comme ailleurs, l'extrême droite progresse, portée par des réseaux internationaux solidement organisés. De plus en plus de gouvernements adoptent des lois contre l'État de Droit et le plus souvent contre les étrangers et pour les privilèges des plus riches.

Face à cette offensive, nous avons, avec plusieurs collègues parlementaires, lancé *La Digue*, une initiative internationale pour construire des solidarités concrètes, partager des stratégies de résistance et affirmer collectivement un autre horizon politique. Elle implique des élu.es, des militantes, des chercheur.ses et des acteur.ices de terrain.

C'est dans cet esprit que nous sommes partis à la rencontre de celles et ceux qui luttent dans les pays déjà gagnés par l'illibéralisme. Je me suis rendu aux États-Unis en juin, pour échanger avec des sénateurs, des membres du Congrès, des fondations, partis politiques, syndicats, activistes, chercheurs et intellectuels. Un monde dense, engagé, prêt à se relier pour défendre nos démocraties.

La Digue, représentée par d'autres députés, s'est également rendu à Budapest pour une Pride interdite par Orban – et contre laquelle s'est levé un raz-de-marée progressiste. Elle était aussi aux Pays-Bas, suite aux volontés des socialistes et des écologistes de s'allier face à l'extrême-droite réactionnaire. Ou encore en Italie début juillet, pour comprendre comment la société italienne s'organise depuis l'arrivée de Meloni, et comment les résistances locales et nationales se coordonnent face à sa politique.

De ces espaces nouveaux, de ces ponts et de ces échanges, est né un réseau en formation, nourri de bénévoles, de progressistes engagés et de démocrates convaincus. Les slogans contre l'extrême-droite ne suffisent plus : **nous avons besoin d'un puissant réseau international, capable d'agir.**



ladigue_



ladigue.contact@gmail.com

ELLES ET ILS FONT

© Adrien Seibert



Juliette Donadieu, Directrice de la Gaité Lyrique. La Gaité Lyrique, lieu culturel de la Ville de Paris, entend répondre à l'urgence culturelle, sociale, démocratique et climatique. Avec le projet La Fabrique de l'époque, entre création et engagement, elle invite tous et toutes à passer de l'idée à l'action, rassemblées autour d'un concert, d'une table ronde, d'un verre, d'une performance, d'un atelier ou d'une projection. Après une fermeture de plusieurs mois, la Gaité Lyrique et ses équipes se mobilisent grâce au soutien de tous ses partenaires fondateurs (Arty Farty, Arte, Singa, Makesense et Actes Sud) pour permettre la poursuite du projet de la Fabrique de l'époque. Dès septembre, la Gaité Lyrique reprend progressivement sa programmation de concerts et de festivals, en attendant l'ouverture totale du lieu au quotidien en 2026.

Umit Metin. Coordinateur de L'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie, fondée en 1980 dans le 10e, suite à la grève de la faim des sans-papiers turcs de la confection. L'ACORT a pour objectif de lutter contre les discriminations et les racismes et d'œuvrer pour l'égalité des droits effective pour tout.e.s.. Elle contribue à la convergence des luttes et aux mouvements sociaux. Ses actions culturelles et sa participation au tissu inter associatif constituent le socle de son engagement.



Maeva Bessis - Directrice de la Caserne. Installée dans l'ancienne caserne de pompiers Château-Landon, La Caserne est aujourd'hui le plus grand accélérateur de transition écologique pour la filière mode et luxe en Europe. Véritable lieu d'innovation et de rencontres, elle réunit créateurs et jeunes marques autour des enjeux d'éco-responsabilité. En septembre, de nouvelles marques rejoignent la communauté et le restaurant Brûlant ouvre ses portes avec un nouveau concept de bistrot ouvert au public, doté d'une terrasse ensoleillée.

Laurent Domas. Je suis coordinateur de **Paris Collectif** pour le 10ème. J'ai rejoint ce mouvement citoyen en 2024. A la rencontre de 1500 habitant.e.s et 300 associations, nous avons établi un diagnostic des enjeux parisiens et préparé plus de 200 propositions. Aujourd'hui, ensemble, nous construisons une plateforme programmatique écologique, solidaire et démocratique basée sur ce travail citoyen. Nous créons les conditions de l'union pour les Municipales de 2026. Rejoignez-nous <https://www.paris-collectif.org/>



Ensemble nous sommes le 10e. C'est un collectif de plus de 40 associations créé en 1996 pour favoriser la participation de tous les habitants du 10^e, français ou étrangers, à la vie sociale, culturelle et politique de l'arrondissement.

La 30e saison des Rencontres interculturelles « Avis de tempête » du 5 septembre au 5 octobre 2025 animera tout l'arrondissement avec exposition inter-associative, débats, conférences, balades, projections, dégustations, et village et podium interculturel lors du Forum des associations le 7 septembre.



Thomas Watanabe-Vermorel. Je suis adjoint dans le 10^e et directeur d'école, engagé pour un renouveau démocratique. J'ai participé à relancer l'association des directions d'école pour protéger le service public contre la logique d'austérité qui pave la route à l'extrême droite. J'essaie de rendre compte de tout ça dans une chaîne de podcasts, Un homme du commun, signé ThWaVe. Vous pouvez m'écouter sur Arte Radio -vive le service public!- ou sur vos plateformes préférées. <https://audioblog.arteradio.com/blog/229193/un-homme-du-commun>



LA CIRCONSCRIPTION.

© NCQU Coolhunteparis



Sandrina Martins, Directrice du Carreau du Temple. Ancien marché du XIXe siècle, le Carreau du Temple a troqué ses étals pour devenir, depuis 2014, un lieu culturel et sportif de la Ville de Paris. Ici, on pratique la danse comme le yoga, on assiste à des spectacles engagés, on débat, on crée, on partage. Sa programmation, centrée sur le corps, explore les grands enjeux de notre époque : égalité, écologie, solidarité. Lieu vivant, inclusif, il mêle spectacles, festivals et actions sociales, dans un projet où se croisent les publics et les idées.

Benoît Martin. Depuis 130 ans, la CGT agit pour les droits des travailleurs, qui seront de plus en plus concernés par les impacts du dérèglement climatique, ainsi que par la présence de toxiques, qui dégradent la santé de la population générale et des travailleur.ses. Amiante, plomb, dioxine, pesticides ou PFAS, l'écologie jette un pont entre la santé au travail et la santé publique. J'ai ainsi représenté la CGT-Paris à la réunion publique initiée par Pouria Amirshahi sur la présence de PFAS dans l'eau de Paris. Comme le disait Jean Rostand : « L'obligation de subir nous donne le droit de savoir » – et le devoir d'agir.



Charly Ferret. Habitant du 10^{ème}, je suis directeur de la maison de quartier **Aires 10**, agréée centre social par la CAF depuis 1995, elle œuvre au quotidien pour animer le lien social. Dans une société de délitement, les bienfaits du lien social sont évidents. L'espace public est notamment un lieu de rencontre, un commun à investir pour recréer du collectif. Aires 10 agit dans la rue mais aussi dans les consciences, en s'inscrivant dans un projet fédéral visant à construire une société plus juste avec les habitant.es.

Bruno Salleras. Très attaché au quartier des Arts et Métiers où je réside depuis plus de 40 ans, je n'ai pas hésité à m'engager au sein du Conseil de quartier Sentier-Arts et Métiers, véritable lieu de rencontres et d'échanges que je co-préside depuis 3 ans et où nous développons de nombreux projets sur la solidarité, l'environnement ou encore l'éducation. A titre personnel, je suis très sensible au renforcement des liens entre les acteurs du quartier : ainsi, le Festival de SAM, 3e édition en mai dans le square Chautemps, en est l'occasion. Parce qu'on est jamais de trop et que notre quartier est notre affaire à toutes et tous...rejoignez-nous !



Thomas Puig. Je suis habitant du 10^{ème} et vice-président de l'association **les Chiens du Canal**, créée en 2023. Nous avons fondé cette association pour préserver le caniparc du square des Maures menacé de fermeture. En tant que membres du collectif PARCC (collectifs des caniparcs d'IDF), nous portons également l'ambition d'ouvrir de nouveaux espaces canins dans le 10^e et Paris afin de renforcer le lien social et de promouvoir une ville plus inclusive.

Radio Paradis. Nos espaces urbains tendent à créer des environnements individualistes, où les gens vivent les uns à côté des autres sans vraiment communiquer ni partager. Face à cette dynamique, Radio Paradis a été créée dans le 10^e arrondissement de Paris. Une radio communautaire façonnée par son quartier, qui offre une plateforme et un studio aux habitantes, aux initiatives locales et aux artistes pour présenter leur travail. Notre façon de résister à l'effacement de la convivialité dans les espaces de la ville.



Charlotte Guichard, Victor Tomasi, Colombe Brissonnet, Louis Reine, Paul Diacquenod, Jérémy Berloty et Julien Chil Hagopian.

EN CIRCONSCRIPTION.

ÉCOLES EN DANGER.

Au cœur des inquiétudes cette année, l'annonce par le rectorat de 12 fermetures de classes à Paris, dont plusieurs dans notre circonscription.

Grâce à l'engagement des parents, enseignants, directrices et directeurs d'écoles, certaines décisions ont été révisées, malheureusement pas assez.

Des classes seront maintenues à Turenne, Vertus et Belzunce. Mieux encore, une ouverture est prévue à Léon Schwartzenberg. À Chabrol, victoire partielle, une fermeture est maintenue, mais les coupes budgétaires drastiques annoncées par François Bayrou laissent craindre de nouvelles fermetures de classes.

Autre sujet de préoccupation : les décharges de direction et le régime dérogatoire propre à Paris. Ce dispositif, qui permet un lien renforcé avec les familles et un meilleur accompagnement des équipes, est essentiel au bon fonctionnement des écoles. Sa préservation – et pourquoi pas son extension à d'autres territoires – doit rester une priorité pour garantir une éducation publique de qualité.

VIVE LA FRANCE INTERCULTURELLE !

Face à la haine raciste grandissante, la modernité de la société française est en soi un antidote : dans les 10^{ème} et 3^{ème} arrondissements de Paris – comme dans de nombreuses villes de France – les associations et les communautés ont ponctué l'année d'événements joyeux et engagés.

Au point d'être parfois la cible directe des nervis de l'extrême-droite, comme l'Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT), rue d'Hauteville.

Les Couleurs du Nouvel An lunaire résonnent avec l'hospitalité du Norouz et l'effervescence de la communauté bangladaise au moment de l'Aïd ; côté mémoires, c'est la gravité qui nous rattrape, celles des martyrs tamouls ou des fils et filles de déportés juifs.

Décidément, Paris est internationaliste, et la place de la République vit de tant de manifestations solidaires des peuples : palestinien, congolais, yéménite, iranien.

C'est d'elle aussi que partent les marches pour les droits des personnes transgenres, celle des Fiertés, celle pour les droits des femmes le 8 mars.

Un monde de combats et de fêtes, de mémoires et d'espoirs, qui se bouscule dans notre circonscription dont la fierté des chamarrures fait la force de notre multitude.

Député de ces entremêlements, je suis convaincu que c'est en leur creux que la solidarité, la cohésion et la coordination naîtront pour faire taire les idées brunes.



VIVRE EN VILLE : PARTAGER L'ESPACE PUBLIC.

Des rues plus sûres et apaisées, voilà ce à quoi Paris aspire. La mort de Paul Varry, cycliste militant, tué par un automobiliste, a rappelé que derrière les violences motorisées se nichent virilisme et intolérance.

C'est pourquoi j'ai interpellé le ministre des Transports après le rapport Barbe sur les violences routières.

S'il avance des propositions utiles, il reste silencieux sur l'exclusion des conducteurs violents.

Il est pourtant essentiel de prévoir la suspension immédiate du permis et le retrait du véhicule pour tout auteur de violences volontaires contre un piéton ou un cycliste.

BIEN-ÊTRE URBAIN.

La transformation de nos rues doit se poursuivre. À Paris Centre, la zone à trafic limité redonne de l'espace aux piétons et cyclistes, réduit le bruit et la pollution, et rend les quartiers plus vivables.

La lutte pour une ville sûre et inclusive, où chacun peut se déplacer librement, reste à défendre. La droite s'y oppose constamment, au nom de la « simplification des normes ».

Nous continuerons de porter un urbanisme plus juste, plus doux, fondé sur le partage de l'espace public et la protection des plus fragiles.

Chaque vie compte, chaque trajet doit être sûr. Cette bataille est celle de toutes celles et ceux qui refusent que nos rues soient le théâtre d'impunités.

Et c'est bien cela, aujourd'hui, le vrai visage d'une ville moderne.

Une ville où la sécurité, la justice sociale et l'écologie avancent ensemble, dans chaque rue, chaque quartier, pour chaque habitant.

LA VOITURE : OUI, MAIS NOTRE SÉCURITÉ D'ABORD.

Conduire suppose d'être en état de le faire.

Pour éviter les drames dus à un malaise ou problème de santé au volant, j'ai proposé une visite médicale obligatoire au permis, avec l'association « Sauver des Vies, c'est Permis », puis tous les 15 ans (5 ans dès 70 ans). Approuvée par 59 % des Français, cette mesure complète nos efforts pour une ville plus sûre et plus durable.



PORTRAITS D'ENGAGÉ.E.S.

© Mathieu Delmestre



Dorine Bregman, Adjointe socialiste au maire de Paris Centre, suppléante du député Emmanuel Grégoire. Le 3ème arrondissement a une forte identité multiculturelle (avec une présence historique des communautés juives et chinoises parmi tant d'autres), c'est aussi un territoire d'engagements féministes et LGBTQIA+. 2026 sera une année de combat électoral à Paris. Et face à la droite et à l'extrême-droite, je sais pouvoir compter sur Pouria Amirshahi pour défendre cet ancrage de la gauche plurielle, sociale et écologiste. L'unité est notre talisman et notre sésame.

Elie Jousselin, adjoint à la Maire du 10e, président du groupe PCF à la Mairie du 10e, co-secrétaire de section du PCF Paris 10. En 2024, la gauche a su se réunir autour du Nouveau Front Populaire et dans la 5ème circonscription de Pouria Amirshahi. De la même manière, dans le 10ème, depuis 1995, communistes, socialistes et écologistes agissent ensemble : priorité au logement social, rendre accessible la culture, promouvoir le sport populaire, faire du 10è un arrondissement écologiste, solidaire et féministe. Avec ses élu.e.s et ses militant.e.s, le PCF fera tout pour que la gauche unie continue à agir dans l'intérêt des habitant.e.s et des travailleur.ses du 10ème....



Amina Bouri. Issue du monde associatif, j'ai cofondé ReachOut, qui sensibilise 10 000 personnes par an à l'écologie populaire et aux féminismes depuis 2018. De plus, je préside PikPik, association de 60 salarié.es, qui crée des projets environnementaux dans les quartiers populaires franciliens. Élu.e locale, je suis tête de liste des Écologistes pour les municipales à Paris Centre, où j'entends défendre une écologie de terrain, ancrée dans l'action et la démocratie locale.

Isabelle Dumoulin, élue Génération.s, adjointe à la Maire du 10e : « Professeure de philosophie en lycée public depuis 29 ans, mon premier mandat est consacré aux jeunes et aux personnes âgées. Ils partagent des problématiques communes, conséquences d'une société qui les marginalise. Ma priorité est que chacun.e ait pleinement sa place dans la vie de la cité et y soit reconnu.e comme un membre essentiel. C'est la boussole de notre action contre l'isolement des seniors comme en faveur du pouvoir d'agir des jeunes, par des projets co-construits et une place nouvelle dans la démocratie locale du 10e. »



Clarisse Durand. Habitante du 10^e arrondissement depuis plus de 15 ans, je suis actuellement co-référente de Place publique Paris 10. Profondément européenne, je suis très soucieuse de la protection de l'environnement. Mon engagement est également tourné vers l'amélioration du cadre de vie des Parisiennes et des Parisiens et de l'accès au logement pour toutes et tous. Pour les prochaines élections, nous avons un enjeu de (re)donner envie aux Parisiennes et Parisiens d'aller voter.



Marion Beauvalet. J'ai rejoint la France insoumise en 2018 et j'ai commencé à y militer dans le 10^e arrondissement, que j'affectionne particulièrement. Ayant fait une partie de mes études à Paris, la question du logement me tient à cœur : j'en ferai une priorité en tant que cheffe de file aux élections municipales. Je m'intéresse également aux enjeux autour du sport, que celui-ci soit accessible à toutes et tous. Avec mes camarades et des proches nous sommes aussi fortement mobilisés pour la fin du génocide en Palestine. Par ailleurs, je termine une thèse à Paris-Dauphine qui porte sur le temps de travail des cadres !

LE MOT DE MA SUPPLÉANTE CHARLOTTE NENNER.



Pour les élections municipales de 2026, la situation à Paris et en France est très incertaine. La capitale aiguise les appétits de la droite et de l'extrême droite, avec un risque majeur : le grand retour en arrière.

Car la droite parisienne de Rachida Dati, c'est le retour des affaires, le retour de la voiture sur les quais de Seine, le retour de la ségrégation sociale, du chacun pour soi, surtout quand c'est pour les plus riches.

Nous ne pouvons pas prendre le risque de laisser les clés de Paris à Rachida Dati. C'est pourquoi, les Écologistes parisiens ont lancé dès décembre 2024, un appel à l'union large des forces de gauche, écologistes et citoyennes. Et dans le 10^e, cette union prend tout son sens car elle est à la fois incarnée par le bilan des élu.es du 10^e, et portée par le Nouveau Front populaire et Pouria Amirshahi, député de la circonscription. Cette union répond aussi aux aspirations des citoyens et citoyennes, réunis au sein de Paris Collectif.

Pour amplifier la transformation de Paris, construire une ville et une métropole solidaire, accessible, et engagée pour le climat et contre toutes les pollutions, nous voulons gagner ensemble en 2026 !

RENCONTRONS-NOUS.

Samedi 04 octobre à 16h



Réunion publique : 1 an de mandat

École Turenne
54 rue de Turenne
75003 Paris



PRENDRE CONTACT.

PERMANENCES :

Sur rendez-vous, avec le
député ou son collaborateur :

01.40.63.68.68

pouria.amirshahi@assemblee-nationale.fr

MON ACTUALITÉ :



MON ÉQUIPE PARLEMENTAIRE :

Hugo Pierson
Circonscription

Myriam Briant-Benabdallah
Directrice de l'équipe
parlementaire

Emmanuel
Jean-Etienne
Suivi législatif

